

QUIBERON

INFINIMENT PRESQU'ÎLE



TRAVAUX D'ENTRETIEN DES COUVERTURES ET TOITS TERRASSES DU BÂTI COMMUNAL 2025-2029

MARCHE DE TRAVAUX

R.C. : REGLEMENT DE CONSULTATION

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Monsieur le Maire de Quiberon
Mairie – 7, rue de Verdun – 56170 QUIBERON

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE :

Services de la Trésorerie de AURAY

REMISE DES OFFRES :

Date et heure limites de réception : **Vendredi 4 Juillet 2025 à 12h00**

Ville de Quiberon

Direction des Services Techniques
7, rue de Verdun
56170 Quiberon

Mai 2025

Sommaire

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE.....	3
2.1	Modalités de consultation :	3
2.2	Nomenclature communautaire :	4
2.3	Conditions de participation :	4
2.4	Visite des sites et questions par les candidats, renseignements complémentaires :	4
2.5	Dossier d'offre :	5
2.5.1	Pièces de la candidature :	5
2.5.2	Pièces de l'offre :	5
2.6	Transmission électronique des offres :	6
2.7	Durée des offres :	6
2.8	Examen des offres – Cohérence :	7
2.9	Infructuosité :	7
2.10	Procédure de recours :	7
3	CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE	8
3.1	Prix (pondération 40%) :	8
3.2	Valeur technique (pondération 60%) :	8
3.2.1	Méthodologie et moyens affectés à l'opération (50 points) :	9
3.2.2	Qualification et compétences de l'entreprise (50 points) :	9

1 OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations, objet du présent marché concernent :

TRAVAUX D'ENTRETIEN DES COUVERTURES ET TOITS TERRASSES DU BÂTI COMMUNAL 2025-2029

L'étendue de la consultation est un accord-cadre composite selon une procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono attributaire passé sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande.

Il est composé de 2 parties distinctes :

- Partie I : marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire, pour des prestations d'entretiens préventifs par site
- Partie II : Accord Cadre à bons de commande traité à prix unitaires pour des prestations d'entretiens supplémentaires et des prestations de maintenance corrective. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les prestations objet de la présente consultation font l'objet d'un lot unique, sans options. Il n'est pas exigé de variante de la part du pouvoir adjudicateur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Le marché est conclu pour une période de 2 ans reconductible 1 fois 2 ans, à compter de sa date de notification.

La date d'effet du contrat est la date de signature du marché.

La reconduction du marché est expresse et fera l'objet d'un courrier recommandé de la Ville de Quiberon, 3 mois avant la date anniversaire de la notification. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de fournir les motifs au titulaire. Il est par ailleurs rappelé que le titulaire ne peut solliciter une quelconque indemnisation au titre d'une éventuelle non reconduction.

2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE

2.1 Modalités de consultation :

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique suivante :

- **marches.megalis.bretagne.bzh**

Aucune demande d'envoi du dossier sur un support physique électronique n'est autorisée.

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation,
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières,
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses quatre annexes,
 - ANNEXE_1_Vues aériennes b
 - ANNEXE_2_Plan_ville
 - ANNEXE_3_Detail_bâtiments

- ANNEXE_4_Exemple_fiche_entretien
- Le bordereau des prix unitaires,
- Le détail quantitatif estimatif

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation dans les conditions décrites à l'article §2.4 du présent R.C., soit 7 jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Les candidats remettront au pouvoir adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le pouvoir adjudicateur analysera au cours d'une phase unique, la recevabilité des candidatures et la valeur des offres au travers de l'ensemble de ces documents sur la base des critères définis dans le présent document.

2.2 Nomenclature communautaire :

La ou les classifications principales et supplémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principales et supplémentaires	Classification complémentaire
50000000	Services de réparation et d'entretien
45261900	Réparation et entretien de toitures

2.3 Conditions de participation :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat est un groupement d'entreprise, il devra être avec solidarité du mandataire.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 Visite des sites et questions par les candidats, renseignements complémentaires :

Compte tenu du nombre important de sites composant le parc de bâtiments de la ville, aucune visite n'est imposée pour la remise des offres. Cependant, le parc de bâtiments communaux sera supposé connu par tout candidat amené à remettre une offre. Les éléments renseignés en annexe dans les pièces du dossier de consultation ne sont donnés qu'à titre informatif et ne revêtent aucun caractère formel.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

2.5 Dossier d'offre :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. **Toute prestation excédant la demande définie au présent règlement sera écartée lors de l'analyse des offres et sera déclarée irrégulière.**

2.5.1 Pièces de la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique :

- Une lettre de candidature (soit une pour la mandataire accompagnée des habilitations des autres membres du groupement, soit une par membre du groupement),
- Une déclaration du candidat par membre du groupement,
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner,
- Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

Les renseignements concernant les capacités économiques et financières de l'entreprise tels que prévus à aux articles R 2142-1, R 2142-2, R 2142-6 et R 2142-7 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Documents attestant des assurances contractées pour couvrir les risques professionnels.

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC1 et DC2, joints au présent dossier de consultation ou disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/> pour présenter leur candidature.

Si le candidat est un groupement, tous les documents et renseignements énumérés ci-dessus doivent être fournis par chacun des membres du groupement. Si le candidat se prévaut des capacités professionnelles d'autres opérateurs économiques et notamment de sous-traitants, tous les documents et renseignements énumérés ci-dessus doivent être produits par ces derniers.

2.5.2 Pièces de l'offre :

Un projet de marché à accepter sans aucune modification daté et signé comprenant :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 4 annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Le mémoire technique de l'entreprise ou du groupement, accompagné de ses annexes (fiches techniques des produits et matériaux, SOGED, SOPAQ...);
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) Celui-ci ne sera considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux en moins ou plus-value régulièrement commandés par le maître d'ouvrage. Il ne pourra, donc, servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

2.6 Transmission électronique des offres :

Conformément aux dispositions de l'article R2132-3 du code de la commande publique, l'ensemble des pièces demandées seront obligatoirement transmises par voie électronique via la plateforme d'achat marches.megalis.bretagne.bzh.

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de disposer d'un environnement informatique suffisant pour être compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux, durée d'acheminement des plis électroniques.

Le temps d'appropriation de l'application ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

Seules la date et l'heure de réception de l'enveloppe sur le profil acheteur font foi. Les plis partis avant la date et l'heure limite mais arrivés hors délai sont acceptés par la plateforme, mais rejetés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat veillera, lors du dépôt électronique de son offre, de sa bonne structuration pour faciliter les téléchargements par l'acheteur public :

- Un seul dossier global créé et déposé sur le portail d'achat public ;
- Création de sous-dossiers distincts pour la candidature et l'offre ;
- Structuration du sous-dossier « offre » en fonction des critères énoncés à l'article 3.2 du présent règlement.

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

2.7 Durée des offres :

La durée de validité des offres est fixée à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.8 Examen des offres – Cohérence :

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec l'accord-cadre parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

En cas de discordance constaté dans une offre, les mentions portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre en conséquence ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

2.9 Infructuosité :

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un accord-cadre sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

2.10 Procédure de recours :

Instance chargée des procédures de recours et des demandes de renseignement sur les voies de recours :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte
35044 Rennes

- Avant la signature du contrat, un référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) ;
- Dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA ;
- Dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme, un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat) ;
- Dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique, un recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé ;

- Un Recours en indemnisation qui devra obligatoirement faire l'objet d'une demande préalable auprès de la personne publique (au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale).

3 CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 et suivants et L2152-1 et suivants et R2142-1 et suivants du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère	Dénomination du critère	Pondération
1	Prix suivant calcul de l'article §3.1	40
2	Valeur technique suivant le mémoire technique	60
Total maximum des points		100

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article L3124-5 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

3.1 Prix (pondération 40%) :

- Partie I : Le marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire, pour des prestations d'entretiens préventifs par site sera notée sur 10 pts – **PRIX 1**
- Partie II : L'accord cadre à bons de commande traité à prix unitaires pour des prestations d'entretiens supplémentaires et des prestations de maintenance corrective. Sera notée sur 10 pts – **PRIX 2**

Le coût de l'offre – Partie II sera calculé par l'addition, selon pondération, du DQE proposé par le maître d'ouvrage

Coût de l'offre la plus basse sera calculée selon la méthode suivante :

Coût de l'offre = 50% Coût PRIX 1 + 50% Coût PRIX 2

Note = (Coût de l'offre la plus basse / Coût de l'offre concernée) *40

3.2 Valeur technique (pondération 60%) :

La notation s'effectue sur la base des éléments transmis par le candidat dans son mémoire technique.

Le pouvoir adjudicateur limite ici le nombre de pages du mémoire technique du candidat. Tout rendu excédant ce nombre fixé sera écarté de l'examen de l'offre du candidat.

3.2.1 Méthodologie et moyens affectés à l'opération (50 points) :

La méthodologie et les moyens affectés à l'opération seront jugés sur la base d'une note méthodologique (**10 pages** A4 recto maximum) qui visera à démontrer les capacités du candidat à assurer la qualité de sa mission. Cette note détaillera, entre autres :

- Analyse critique et compréhension du besoin et des éléments de mission ou de travaux décrits dans le C.C.T.P. ;
- Description de l'organisation du projet, des effectifs engagés et des méthodes de travail ;
- Description des plannings prévisionnels des interventions sur une année.

3.2.2 Qualification et compétences de l'entreprise (50 points) :

Limité à **10 pages** (A4 recto, annexes comprises), le mémoire joint par l'entreprise devra faire ressortir les moyens humains et matériels affectés. Il devra identifier les personnels mis en place prioritairement, notamment les conducteurs de travaux et chefs de chantiers, ainsi qu'un prévisionnel d'affectation de ses effectifs.

Le candidat identifiera ainsi les qualités professionnelles et référentielles du personnel (références des conducteurs de travaux et des chefs de chantier prévus et de leurs remplaçants) engagé dans le présent marché, les qualifications du personnel et leurs habilitations.

- Obligatoire : Habilitation travail en hauteur
- Complémentaire : Habilitation à réaliser des travaux sous-section 4

Des références récentes d'opérations de travaux similaires et de marchés semblables seront présentées par le candidat.

Fait à :

Le

Lu et accepté,
L'entrepreneur
(Date, cachet et signature)